

# Les écologistes haussent (un peu) le ton contre la ligne économique

LE MONDE | 08.02.2014 à 09h19 | Par Raphaëlle Besse Desmoulières

Décidément, les temps sont durs pour les écologistes. Entre le « pacte de responsabilité » et le report de la loi famille, l'année 2014 commence mal. « *Reculade inimaginable* », « *aberration* », « *renoncement consternant* » : les dirigeants d'Europe Ecologie-Les Verts n'ont pas mâché leurs mots pour exprimer leur colère après la décision du gouvernement, lundi 3 février, de différer le projet de loi. Même les deux ministres, Cécile Duflot et Pascal Canfin, y sont allés de leur tweet commun mardi : « *Respecter la famille, c'est reconnaître dans la loi les nouvelles formes de vie familiale. La gauche, c'est la conquête des droits.* »

Si le sujet de la famille ne doit pas manquer de s'inviter à leur conseil fédéral, samedi 8 et dimanche 9 février, c'est bien le « pacte de responsabilité » qui sera au cœur du week-end. M<sup>me</sup> Duflot a eu beau défendre, lors de ses vœux à la presse le 21 janvier, une politique du « donnant-donnant », le sujet est loin de faire l'unanimité dans le parti.

« *C'est de plus en plus difficile d'assumer les orientations politiques du gouvernement*, résume Mickaël Marie, conseiller régional de Basse-Normandie. *Jusqu'ici, François Hollande cultivait l'ambiguïté si bien que chacun pouvait mettre ce qu'il voulait dans le message. Maintenant, même si tout n'est pas définitif, l'orientation économique donnée fait au minimum tousser un certain nombre de gens chez nous.* »

## « LIGNE DE FRACTURE »

Pour preuve que ce débat agite le parti, deux textes étaient en préparation vendredi soir sur la question. Le premier, issu de la direction d'EELV, liste les contreparties jugées nécessaires pour soutenir l'ensemble du dispositif, comme une refonte de la démocratie dans l'entreprise, la mise en place d'une fiscalité écologique ou le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. « *Il faut se battre pour obtenir des gains tangibles sur un certain nombre de sujets, dont la transition énergétique*, explique la secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse. *Il faut qu'on sorte de notre position de commentateurs : d'ici à mai se jouent la plupart des arbitrages. Ça nous oblige à être dans la persuasion.* »

Nettement plus critique, un second texte, soutenu non seulement par la gauche du parti mais aussi par des membres de la majorité, appelle à ne pas voter la confiance au gouvernement en juin si rien ne bouge. Ce dernier pouvait cependant être largement remanié samedi matin dans une nouvelle version. Quoi qu'il en soit, « *il n'est pas majoritaire en l'état* », assure M<sup>me</sup> Cosse. « *C'est un premier acte face au peu de réaction de la direction du parti*, répond Eva Sas, députée de l'Essonne et signataire du texte. *Il y a une ligne de fracture qui commence à apparaître entre ceux qui pensent qu'on peut négocier des contreparties et ceux qui jugent qu'il n'y a rien à attendre.* »

## « COMPLIQUÉ DE RÉAGIR FRONTALEMENT »

Lundi, l'ex-candidate à la présidence, Eva Joly, s'est trouvée un peu seule à réclamer le départ des deux ministres EELV après les élections européennes. A quelques semaines des municipales, le sujet est d'autant plus délicat qu'écologistes et socialistes se présentent ensemble dans certaines villes dès le premier tour, comme à Marseille ou Bordeaux. « *Au sein du parti, les militants sont très remontés contre le gouvernement mais avec la campagne qui démarre, ça devient compliqué de réagir frontalement contre le PS* », juge François Soulabaille, porte-parole d'EELV à Paris.

Les critiques pourraient se faire plus vives après les échéances électorales. En attendant, les écologistes ne peuvent que constater les dégâts provoqués par la politique du gouvernement dans leur camp. Dans le dernier baromètre TNS-Sofres, publié jeudi, seuls 30 % des sympathisants EELV font encore confiance au président de la République. De quoi renforcer les doutes. « *Il n'y a pas un texte avec lequel on peut être d'accord, soupire un parlementaire, membre de la majorité interne. Pour l'instant, le mouvement n'est pas mûr mais si la tendance ne s'inverse pas, on ira progressivement vers la sortie du gouvernement.* »